La perspective de genre et le changement climatique

Pour la première fois dans l'histoire de la Convention sur les changements climatiques des Nations unies, une coalition de femmes du monde entier a présenté des documents sur les questions les plus pressantes négociées à Bali, en Indonésie, du 3 au 14 décembre, en les examinant du point de vue des femmes et dans une perspective de genre. La coalition mondiale Genre et Changement climatique (Gender CC) a présenté ces documents de position lors d'une conférence de presse organisée pendant la Convention et en a distribué des centaines de copies aux délégués gouvernementaux.

L'un des points fondamentaux de ces déclarations est que « les femmes sont les plus affectées par le changement climatique, mais elles sont aussi les catalyseurs-clés d'un changement positif. Leurs connaissances et leur expérience sont essentielles pour réussir à atténuer le changement climatique et à s'adapter à ses effets ».

Elles ont réclamé « un régime climatique conçu dans un cadre d'égalité entre les sexes et orienté par la durabilité, et non par les facteurs économiques dominants. Pour atténuer le changement climatique, il faut s'attaquer avec plus de force à ses causes profondes ».

Elles ont demandé aussi « la reconnaissance de la contribution des femmes à la conservation des forêts. Les femmes devraient figurer dans tous les mécanismes pour la protection des forêts, dans les mesures et les plans de compensation. Le commerce du carbone, les grands projets hydroélectriques et l'expansion des agrocarburants ne vont pas résoudre le problème du changement climatique ; au contraire, ils accélèrent le déboisement ».

Ulrike Roehr, coordinatrice suppléante du réseau Gender CC, a déclaré : « Nous devons remettre en question la perspective dominante, centrée surtout sur les technologies et les marchés, et mettre la justice et l'aide au cœur des mesures et des instruments ». Roehr a souligné que « l'absence d'une perspective de genre dans le processus actuel sur le climat représente une violation des droits des femmes – ces principes fondamentaux adoptés par la communauté de l'ONU – mais conspire aussi contre l'efficacité des mesures et instruments en matière de climat ».

Le dernier jour de la conférence, le réseau Gender CC a présenté à la séance plénière une forte déclaration qui disait : « Nous exhortons nos gouvernements à appliquer des réductions radicales des émissions à la source. Vous avez le pouvoir de le faire tout de suite. Les personnes menacées par le changement climatique ne peuvent pas attendre ».

D'autre part, en une déclaration commune faite avec MADRE (voir http://www.wrm.org.uy/actors/CCC/Bali/Women_Agrofuels.pdf), les deux organisations pour l'égalité entre les sexes ont rejeté les agrocarburants comme moyen valable de réduire les émissions de carbone, et elles ont exhorté toutes les parties à soutenir, entre autres, la demande du Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, de suspendre pendant cinq ans le développement des agrocarburants qui, de plus en plus, envahissent les terres agricoles et aggravent de ce fait la faim dans le monde.

Pour davantage d’informations sur le réseau Gender CC veuillez contacter Ulrike Roehr, Gender CC – Women for climate justice, roehr@life-online.de, www.gendercc.net.